

La social-démocratie est à bout de souffle

• Du Royaume-Uni à la Grèce, de la France à l'Italie, de l'Espagne à l'Allemagne, la gauche "de gouvernement" est à la peine.

• La famille socialiste fait face à la montée de la gauche radicale et n'apparaît pas comme une alternative crédible à la droite.

• Elle aura beaucoup à perdre lors des élections française, allemande, néerlandaise et peut-être italienne.

“Il n’y a pas d’idée précise d’une Europe alternative”

Entretien Olivier le Bussy

Professeur à l’université libre de Bruxelles, Pascal Delwit a consacré une part de ses recherches aux partis socialistes européens.

Les primaires de la gauche en France ont montré qu’il existe au sein du PS des courants très divers. La social-démocratie européenne est-elle traversée par de semblables divisions internes ?

Il y a un aspect très français. C’est une élection présidentielle, donc ça se focalise pour partie sur des personnalités, parce qu’il est nécessaire de faire émerger quelqu’un qui va incarner une sensibilité lors d’un scrutin, considéré comme le plus important. Puis il y a aussi la sensibilité républicaine laïque, moins prégnante dans le reste de l’Europe. Après, il me paraît clair que la social-démocratie européenne est en plein questionnement, en pleine introspection, dans le meilleur des cas, voire en plein trouble électoral et politique. Les réponses qui sont apportées sont un peu différentes selon les sensibilités. On observe que cela suscite en interne des débats très profonds, comme en France ou au Royaume-Uni. La situation du PSOE (en Espagne, Ndlr) est aussi une illustration de ces différends de fond et de stratégie.

Pourquoi ces partis n’apparaissent-ils plus comme une alternative à la droite ?

Si on doit schématiser, la social-démocratie

est un modèle fondé sur l’action publique dans le cadre de l’Etat-nation. Elle repose d’abord sur l’action institutionnelle – la participation à des gouvernements, un poids électoral important, un appui sur une organisation syndicale puissante et un modèle social-démocrate national. Ensuite, le tout s’appuie sur le monde du salariat industriel entendu de manière très globale et plus spécifiquement sur la classe ouvrière. On observe que ce modèle est questionné depuis vingt-cinq ans, et même détruit.

Ensuite, il y a un transfert du pan industriel européen vers le sud-est asiatique ou l’Europe orientale, ou certains pays d’Afrique. Le grand acteur qui soutenait les partis sociaux-démocrates, la classe ouvrière et plus généralement le salariat, est fortement affecté par cette évolution.

Troisième élément: l’internationalisation des échanges, de la vie économique, financière, sociale, et donc de la vie politique par exemple vers l’Union européenne, rend beaucoup moins facile pour la social-démocratie cet agencement entre action politique et action extra-institutionnelle.

Depuis un quart de siècle, ce modèle n’a donné naissance ni à une réflexion et une contre-offensive idéologique face à la va-

gue néolibérale, ni à une action suffisamment spécifique pour marquer les esprits de son corps électoral.

Les sociaux-démocrates tentent de résister à la destruction de l'Etat providence, mais parfois accompagnent partiellement ce processus de libéralisation et de déstructuration de la sécurité sociale: le SPD de Schröder en Allemagne et le New Labour de Tony Blair en Europe en ont été deux cas emblématiques. La social-démocratie a donc été abandonnée par une partie de son électorat "naturel" et une partie de son électorat "potentiel".

Pourquoi la social-démocratie a-t-elle échoué à imprimer sa marque au niveau

européen, au contraire des conservateurs ?

Les conservateurs sont plus cohérents au niveau européen pour une raison simple: ils n'ont pas vocation à être une force de transformation sociale et ils ne sont pas favorables à une forme de régulation publique.

Le tournant se situe à la charnière des années 80 et des années 90, lorsque sont adoptés coup sur coup l'Acte unique européen (1986) et le traité de Maastricht (1992). Jusqu'alors, il y avait une forme d'équilibre dans les traités européens entre la dimension libérale et économique et la dimension sociale, notamment pour ce qui concerne la reconversion du tissu industriel. Cette dimension sociale s'est estompée, la régulation publique est contestée, parfois même devant les tribunaux. Les sociaux-démocrates n'ont pas été capables de présenter un modèle

européen propre. De manière plus large, quand on étudie le positionnement historique de la social-démocratie par rapport à la construction européenne, on voit qu'elle n'a jamais été homogène, parce que justement cette construction européenne affaiblissait un peu ce qu'elle avait réussi à bâtir: une influence forte sur le plan national qui avait

permis de construire un Etat providence fort. L'Union européenne le permet beaucoup moins, ce qui fait que la capacité à infléchir le cours de l'UE et à penser un modèle social-démocrate a été relativement faible. Aujourd'hui, à part dire: il faut une Europe sociale, il n'y a pas d'idée très précise d'une Union européenne alternative.

La social-démocratie va-t-elle à terme être remplacée par un modèle alternatif de gauche ?

Il n'y pas de réponse sûre à cette question, mais à mon estime, soit ils reviennent à des fondamentaux, dans les conditions du XXI^e siècle – la défense des milieux populaires salariés et du principe d'égalité et de justice sociale –; soit il y aura un effet de substitution là où ça se présente, c'est-à-dire d'autres forces plus à gauche qu'eux. Comme Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce, qui acceptent d'être des acteurs de l'action gouvernementale. En revanche, je ne crois pas que des acteurs de pure contestation comme le PTB, dans une certaine mesure, puissent se substituer longtemps et structurellement s'ils ne font pas leurs preuves au gouvernement.

La social-démocratie doit se doter d'un programme européen commun ?

Tout cela ne peut se faire que dans un cadre européen. Ça n'a pas de sens qu'un parti social-démocrate réfléchisse dans son cadre national indépendamment de ce qui se fait au niveau de l'Union européenne. Ça nécessite à tout le moins une réflexion en profondeur et un engagement au niveau européen, sans quoi vous êtes dans une logique de désarticulation et vous ne savez pas être à la fois un acteur au cadre national et européen. Ce sera indubitablement difficile parce

que ce sont des partis très divers, les uns classés à la gauche de la social-démocratie comme les Portugais et les Belges, les autres à la droite comme le Smer slovaque qui gouverne avec des nationalistes. Mais le fait que ce soit difficile pour toutes les forces de transformation sociale ne doit pas être un obstacle pour ne rien faire. Si cette famille politique ne tente pas d'embrasser les défis cruciaux, sinon existentiels, auxquels elle fait face, l'effet de substitution se produira.

France

Le Parti socialiste est en ordre de marche pour la présidentielle. Du moins a-t-il choisi son champion, Benoît Hamon, issu de l'aile gauche du PS, au terme de primaires qui ont mis en lumière les profondes divergences entre les différents courants du parti (lire p. 18). L'héritage du quinquennat de François Hollande est un poids plus qu'un avantage. Selon les sondages, Hamon, "cerné" par le Front de gauche et, à droite-de-la-gauche, par Emmanuel Macron, ne se qualifierait pas pour le second tour du scrutin. Si ce pronostic se confirme, le PS va vivre des heures difficiles.

Espagne

Le PSOE n'est pas parvenu à reprendre le leadership politique du pays aux conservateurs du Parti populaire, pourtant affaibli par des scandales de corruption et sa peu populaire politique d'austérité. Suite aux échecs des législatives anticipées de décembre 2015 et juin 2016, le PSOE, concurrencé à gauche par Podemos, a sombré dans les querelles intestines. Après l'éviction du leader Pedro Sánchez, il a choisi de ne plus s'opposer à l'investiture d'un nouveau gouvernement PP dirigé

par Mariano Rajoy – décision qui achève de diviser le parti.

Allemagne

Le SPD ne semble pas en mesure de tirer des bénéfices électoraux de sa participation à la "grande coalition", dominée par les chrétiens-démocrates d'Angela Merkel. Il est crédité par les sondages de moins de 20 % des voix pour les législatives de septembre. L'ancien président du Parlement européen, Martin Schulz, adoubé candidat-chancelier par son ami et leader du SPD, Sigmar Gabriel, va tenter d'inverser la tendance. Mais il ne doit pas trop entretenir le rêve de créer une très improbable coalition de gauche avec les Verts et Die Linke.

Belgique

Le Parti socialiste (PS) a été relégué dans l'opposition au fédéral en 2014, une première depuis vingt-cinq ans. Il reste cependant la force dominante, sinon incontournable au niveau régional en Wallonie et à Bruxelles, ainsi qu'en Communauté française. Il n'empêche : le PTB mord sur son électorat, ce qui oblige le PS à rappeler ce qui devrait être une évidence : il est un parti de gauche. Ensuite, le scandale Publifin (lui) renvoie cette image de parti affairiste dont il n'est jamais vraiment parvenu à se débarrasser.

Le SP.A (Socialistische Partij Anders) est quant à lui une force de politique de second ordre, aussi bien au fédéral qu'en Flandre, où il est dans l'opposition.

Royaume-Uni

Le Labour est en proie à une crise interne profonde. Jeremy Corbyn, situé à gauche de la gauche, a été élu, puis réélu, suite à une fronde, à la tête du Parti travailliste, grâce aux militants. Mais il doit composer avec l'hostilité d'une large frange du parti, notamment de ceux restés fidèles à la vision centriste du New Labour de Tony Blair. Il n'apparaît pas, pour l'heure, comme un challenger crédible aux conservateurs au pouvoir.

Grèce

Le Pasok est devenu le parti zombie de la social-démocratie européenne, celui dont les autres redoutent de connaître le funeste sort. La crise de la dette grecque (dont la droite porte la coresponsabilité) l'a décrédibilisé et les électeurs n'ont pas pardonné au parti de la dynastie Papandreou d'avoir docilement accepté les politiques d'austérité imposées par les créanciers de la crise. Le Pasok pesait près de 44 % des voix lors des législatives de 2009 ; en septembre 2015, il n'a recueilli que 6,3 % des suffrages.

Italie

Qu'il semble loin le temps où le Parti démocrate triomphait aux européennes, avec 40 % des voix. Matteo Renzi s'est cassé les dents sur la réforme du système électoral et a cédé son siège de Premier ministre, après avoir perdu un référendum qu'il avait personnalisé – ce qu'à gauche du PD, on a considéré comme une aubaine. Sa volonté de réformes – pas toujours suivies d'effet – a peu convaincu, et a lassé les Italiens. La droite berlusconienne et le populiste Mouvement 5 étoiles sont à l'affût.

